



Revue de presse

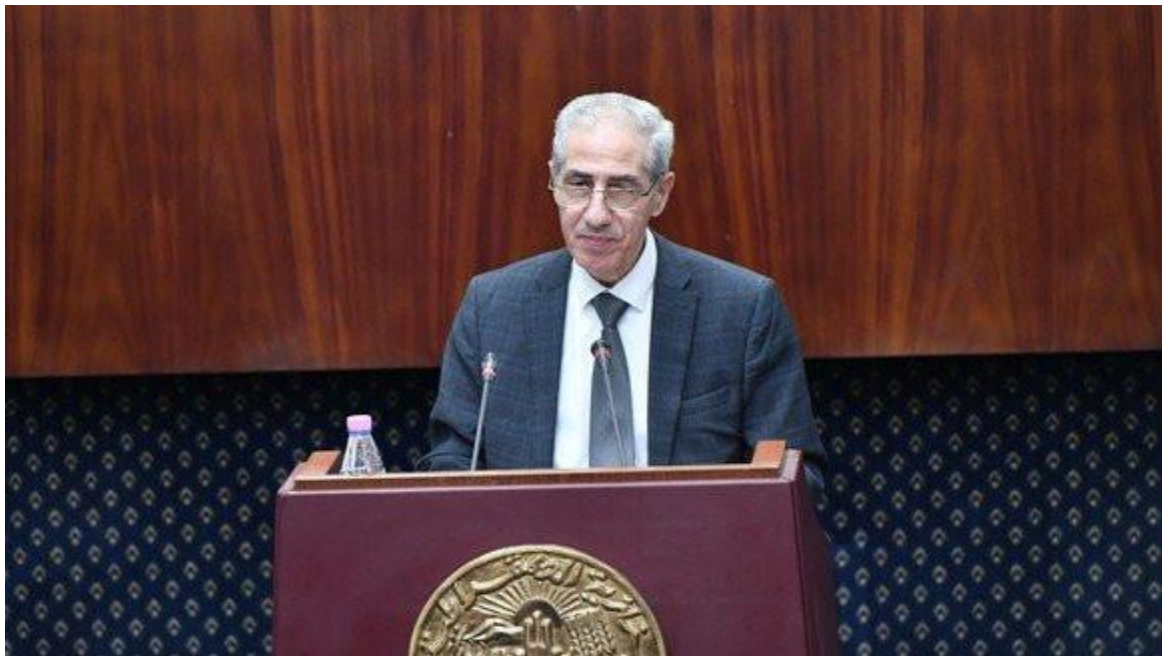


Mardi 22 novembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

PLF 2023 : nouvelle dynamique pour l'économie et consolidation de la politique sociale de l'Etat



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, dimanche à Alger, que les dispositions contenues dans le projet de loi de finances (PLF) 2023 viennent donner une nouvelle dynamique à l'économie nationale et consolider la politique sociale de l'Etat.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[APN : la commission des finances et du budget examine les amendements proposés au PLF 2023](#)

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, dimanche, une réunion consacrée à l'examen des amendements proposés au projet de Loi de finances (PLF) 2023, indique un communiqué de l'APN.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[FMI : sensible amélioration des perspectives à court terme de l'économie algérienne](#)

Les perspectives à court terme de l'économie algérienne ont enregistré une sensible amélioration, en raison notamment de la hausse des prix des hydrocarbures et des efforts de diversification économique, a indiqué lundi la cheffe de la délégation du Fonds monétaire international (FMI) à Alger, Geneviève Verdier.



[Projet de loi de finances 2023 :Ce que vise Brahim Kassali](#)



L'un des défis du PLF 2023 réside dans l'augmentation du niveau des exportations et la diminution de celui des importations.



Une mission de cette institution a séjourné en Algérie : Le diagnostic positif du FMI

Le ministre de l'énergie et des Mines a mis en exergue les efforts déployés par son secteur pour la diversification de l'économie nationale. Une délégation du FMI séjourne en Algérie. Après avoir rencontré jeudi le ministre de l'Industrie Ahmed Zeghdar, jeudi dernier, elle s'est rendue trois jours plus tard au ministère de l'Énergie et des Mines.



Intégration économique, sous-traitance et transfert technologique : Les ingrédients du décollé

Pour garantir l'émergence économique et pouvoir se mesurer aux pays des Brics, il est essentiel de conditionner les IDE par le transfert de technologie. Les signaux annonçant un décollage de l'économie nationale se font nombreux, ces dernières semaines. On n'en est plus aux déclarations d'intention émanant de milieux politiques.



Projet de loi de finances - 2023 : Consolidation de la politique sociale



M. Kassali a précisé que ce texte de loi se focalise sur le renforcement des mesures décidées par le gouvernement en vue d'encourager l'investissement, la diversification de l'activité économique, la préservation des acquis sociaux, l'amélioration du pouvoir d'achat, la maîtrise de l'inflation et la récupération des équilibres financiers internes et le financement interne de l'économie, tout en poursuivant la numérisation du secteur des finances et l'amélioration de la qualité du service public.



Rapport du FMI sur l'Algérie : Des recettes exceptionnelles et une résilience remarquable

Au chapitre des acquis, la mission a noté «les progrès réalisés en matière de réformes budgétaires, notamment dans les domaines de la fiscalité et la gestion des dépenses publiques». Toutefois, Mme Verdier recommande «une intégration plus étroite entre les plans de dépense et la stratégie de financement de l'Etat dans le cadre du processus d'élaboration du budget, ainsi qu'une diversification des sources de financement pour permettre une mise en œuvre graduelle du rééquilibrage budgétaire».



Au cœur des réformes

La poursuite des réformes et l'amélioration du climat des affaires sont deux conditions susceptibles de favoriser la transition vers un modèle de croissance diversifié apte à stimuler la création d'emploi et de richesse. La nouvelle loi sur l'investissement est d'ailleurs l'une des étapes franchies pour atteindre ces objectifs. Ces derniers doivent préparer le terrain à une économie moins dépendante des hydrocarbures.



FGAR - banques : Plusieurs conventions pour couvrir les crédits d'exploitation

Des conventions couvrant les crédits d'exploitation des entreprises seront signées «incessamment» entre le Fonds de garantie des crédits à la petite et moyenne entreprise (FGAR) et les banques, a indiqué hier à Bechar El Hadi Temam, directeur général de cet organisme public.



«Hausse des recettes pétrolières : Le FRR atteindrait 2.300 milliards DA en 2023»

Kassali présente les prévisions de croissance économique du pays à l'APN :

Le ministère des Finances prévoit une croissance économique de 3,7% d'ici la fin de l'année qui passera à 4,1% en 2023, grâce à l'amélioration du niveau de production nationale, notamment, hors hydrocarbures qui devrait enregistrer au cours de l'année prochaine «une croissance de 5,6%» et des mesures de soutien aux ménages et à l'économie qui ont contribué à l'appréciation, entre autre, de la valeur de la monnaie nationale, le Dinar.



Conférence de presse de la cheffe de la mission du FMI : «Les perspectives de l'économie algérienne sont favorables»

Le Fonds monétaire international (FMI) estime que la situation macroéconomique de l'Algérie s'est considérablement améliorée et juge les perspectives de l'économie nationale favorables.



Brahim Guendouzi, économiste : «Les paramètres macroéconomiques s'améliorent»

L'avant-projet de loi de finances pour 2023 sera soumis, ce mercredi, au vote des députés. Brahim Guendouzi, professeur à l'université, nous parle de la situation de l'économie et fait une lecture du projet.



APN : Le PLF-2023 sera approuvé aujourd'hui

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, dimanche, une réunion consacrée à l'examen des amendements proposés au projet de Loi de finances (PLF) 2023, indique un communiqué de l'APN.



PLF 2023 Le plus gros budget historique de l'Algérie

Le Projet de loi des Finances (PLF) pour l'année 2023 est le plus important de l'histoire de l'Algérie, avec un montant de 13,918,40 milliards de dinars, soit une augmentation de 20 % par rapport au PLF 2022.

[Donner un nouveau souffle au développement économique](#)

Pour son développement et son décollage économique, l'Algérie a choisi d'opter pour un nouveau modèle qui doit passer par la libération du potentiel productif et de réunir les conditions de transparence, d'équité et de félicitation pour les investisseurs.



[PLF 2023 : Les députés passent aujourd'hui au vote](#)

C'est aujourd'hui que sera soumis au vote le Projet de loi de finances 2023 (PLF 2023) à l'Assemblée populaire nationale. Après la réunion, dimanche, de la Commission des finances et du budget de l'APN, consacrée à l'examen des 46 amendements proposés à ce texte de loi, les députés sont attendus pour une séance plénière pour dire oui ou non à un texte de loi que le gouvernement a dégagé dans l'objectif de donner une nouvelle dynamique à l'économie nationale et consolider la politique sociale de l'Etat.



[Renforcement de la sous-traitance automobile : Le Cluster mécanique plaide pour l'exonération du droit de douane et de TVA](#)

Au moment où les contours de la nouvelle politique régissant le marché de l'automobile commencent à apparaître clairement, le président du Cluster mécanique de précision Algérie, Adel Bensaci, a estimé hier que la relance de la fabrication automobile devra passer par le renforcement de la sous-traitance.



[L'économie algérienne vue par le FMI : Perspectives favorables, défis majeurs](#)

Le FMI a achevé hier ses consultations avec les autorités algériennes. Au terme de sa mission, le constat est que les indicateurs macro-économiques du pays, ainsi que la croissance, se sont améliorés.



[De nouvelles mesures pour préserver le pouvoir d'achat: La loi de finances 2023 soumise aujourd'hui au vote des députés](#)

Présentée mardi passé par le ministre des Finances, la loi de finances pour 2023 (PLF-2023) sera votée aujourd'hui à l'APN. Plusieurs mesures y sont introduites, notamment la consécration du caractère social de l'Etat et la préservation du pouvoir d'achat, sans nouveaux impôts qui pèseraient sur le citoyen.



[Crédits aux PME : Vers l'implication des banques](#)

Des conventions couvrant les crédits d'exploitation des entreprises seront signées "incessamment" entre le Fonds de garantie des crédits à la petite et moyenne entreprise (FGAR) et les banques, a indiqué ce lundi à Bechar, El Hadi Temam, Directeur général de cet organisme public.



[Non recours de l'Algérie au financement monétaire, disponibilité des données statistiques : le FMI salue](#)

«Nous saluons l'engagement du Gouvernement algérien à ne pas recourir au financement monétaire», a affirmé ce lundi la chef de mission du FMI en Algérie, Geneviève Verdier, en conférence de presse tenue à Alger. Aussi, la mission salue «l'arrivée à échéance des mesures d'assouplissement réglementaires prises au début de la pandémie».



[Production de pétrole : l'Algérie dans le Top 3 en Afrique](#)

Selon le rapport mensuel de l'OPEP, l'Algérie fait partie du top 3 en Afrique en matière de production de pétrole. Dzair Daily vous apporte plus de détails à ce sujet dans les lignes qui suivent.

DG de l'OAIC : L'Algérie satisfaite des blés importés de Russie

Le directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), Nasreddine Messaoudi, a indiqué que l'Algérie est satisfaite des blés importés de Russie. Intervenant mercredi dernier lors du Global Grain, événement qui s'est déroulé du 15 au 17 novembre en cours à Genève en Suisse, le dirigeant de l'organisme public a déclaré : « Nous avons été satisfaits des blés importés de Russie ».



وزير المالية: النمو الإقتصادي خارج المحروقات سيرتفع إلى 5.6 بالمائة في 2023

قال وزير المالية إبراهيم جمال كسالي، أن الاقتصاد الوطني سيسجل نموا خارج المحروقات بـ 5.6 بالمائة خلال السنة المقبلة 2023. بفضل الأداء المتوقع في مختلف قطاعات النشاط.



أقرها التقرير التكميلي في انتظار المصادقة البرلمانية: هذه هي التعديلات المدرجة في مشروع مالية 2023

أعطت لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، موافقتها الرسمية على تمديد عمر استيراد العتاد الفلاحي المستعمل إلى 7 سنوات بدلا من 5 سنوات، وتخفيض نسبة مساهمة التضامن المطبق على عملية استيراد السلع الموجهة للاستهلاك إلى 2 بالمائة بدل 4 بالمائة، بهدف الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن، في وقت تقرر تمديد آجال غلق الصندوق الوطني الخاص بمرضى السرطان إلى سنة أخرى.



رَحَبُ بالإصلاحات المالية وقانون الاستثمار.. "صندوق النقد الدولي": الاقتصاد الجزائري واعد.. النمو يستمر والمداخل ترتفع

قال صندوق النقد الدولي إن "ارتفاع أسعار المحروقات ساعد على تعزيز تعافي الاقتصاد الجزائري بعد صدمة جائحة كوفيد"، كما "أدت الإيرادات الاستثنائية للمحروقات إلى تخفيف الضغوط على الحساب الجاري لميزان المدفوعات والمالية العامة"، مؤكدا أن آفاق "الاقتصاد الجزائري تبدو جيدة على المدى القريب".



صندوق النقد الدولي يتحدث عن الوضع الاقتصادي في الجزائر

قال صندوق النقد الدولي اليوم الإثنين، إن ارتفاع أسعار الطاقة "حسن على نحو ملموس" التوقعات على المدى القريب للاقتصاد الوطني. وأضاف الصندوق، أن إعادة التوازن المالي لا تزال ضرورية لوضع المالية العامة على أسس سليمة.



ترتيب الجزائر من حيث إنتاج النفط إفريقيا

احتلت الجزائر في المركز الثالث إفريقيا من حيث الدول المنتجة للنفط خلال شهر نوفمبر الجاري. وأفادت "أوبك" في تقريرها الشهري أن إنتاج الجزائر من النفط خلال الشهر الجاري بلغ مليون و60 ألف برميل، لتأتي بذلك في الترتيب الثالث إفريقيا.

PLF 2023

Les députés se prononcent aujourd'hui

C'est, aujourd'hui mardi, que les membres de l'Assemblée populaire nationale devront voter le projet de loi de finances 2023. Un vote qui ne laisse aucun doute quant à son issue, après trois jours de débats et surtout après les interventions, avant-hier dimanche, des chefs des six groupes parlementaires de l'assemblée.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Des intervenants qui ont, dans leur quasi-majorité, pris acte des dispositions contenues dans ce texte à l'exemple du groupe parlementaire du parti du Front de libération nationale qui a recommandé le renforcement des programmes de logement rural, l'accélération du processus de création de la banque de l'habitat et l'ouverture de succursales de banques publiques à l'étranger pour faciliter les transactions des opérateurs économiques.

Le président du groupe parlementaire des indépendants exige une rationalisation de l'utilisation des moyens disponibles pour réaliser l'efficacité de l'utilisation des deniers publics» alors que le président du groupe parlementaire du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Ahmed Sadouk, a appelé à l'adoption d'un budget «prudentiel» prenant en compte le

contexte international actuel. Et de plaider en priorité pour l'amélioration du quotidien du citoyen, tout en tenant compte de tous les aspects socio-économiques permettant la réalisation de cet objectif.

Pour sa part, le président du groupe parlementaire du Rassemblement national démocratique a affiché son soutien au maintien du caractère social de l'État, tout en mettant en place des mécanismes efficaces susceptibles d'orienter les subventions aux plus méritants.

Le président du groupe parlementaire du Front Al-Moustakbal estime, lui, que passer du budget classique au budget moderne au titre de la loi organique relative aux lois de finances devrait instaurer une comptabilité analytique précise et une utilisation optimale des deniers publics, notamment après l'observation de l'engagement par le



Photo : DR

gouvernement à réformer le budget dans les délais définis.

Enfin, le président du groupe parlementaire du Mouvement El-Binaa a estimé que les mesures prises au titre du PLF 2023 apportent plusieurs points positifs dont le respect de l'entrée en vigueur de la loi organique portant loi de finances 15-18 et la coordination entre la Direction générale de la comptabilité et la Direction générale du budget ainsi que la facilitation des procédures fiscales, en sus d'autres mesures.

Il faut préciser qu'en prévision de

la plénière de ce mardi, la commission des finances et du budget était, encore hier lundi, au stade de l'élaboration de son rapport complémentaire qui devra prendre en compte les amendements proposés au PLF 2023. Des amendements au nombre de 46 dont 36 ont été avisés par le bureau de la Chambre basse du Parlement lors de sa réunion jeudi dernier. Un rapport qui vient après celui préliminaire dans lequel la commission a plaidé pour l'amendement de l'article 66 dudit projet de loi inhérent à l'importation des véhicules utilitaires de

moins de trois ans, avec comme objectif de permettre aux citoyens à moyens revenus d'importer des voitures à des prix accessibles, l'amendement de l'article 9 à l'exception du réinvestissement des avantages fiscaux pour les sociétés constituées par l'intermédiaire de l'une des sociétés, nationales ou privées, des sociétés étrangères lors du calcul de ces crédits dans le prix final des biens ou services produits par ces sociétés. Elle propose également de porter le chiffre d'affaires annuel de l'auto-entrepreneur de cinq millions (5 000 000) de dinars à un plafond de huit millions (8 000 000) de dinars comme mentionné dans l'article 49 dudit projet de loi tout comme l'introduction d'une nouvelle disposition portant sur la prorogation du fonds d'affectation spéciale n°138-302 portant lutte contre le cancer. Les députés plaident également pour le prolongement de la procédure portant conformité des constructions.

Des propositions d'amendements parmi celles acceptées qui feront l'objet d'un vote à part avant le vote dudit texte dans sa globalité.

M. K.

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

Vers l'adoption aujourd'hui du PLF 2023

LE VOTE sur le texte du Projet de Loi de Finances 2023 devrait avoir lieu aujourd'hui lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale. Ces deux derniers jours ont été consacrés à l'examen des propositions et des amendements soulevés par des députés. Des dizaines d'amendements ont été proposés, notamment dans certains dispositifs liés à la fiscalité et aux facilitations accordées dans certaines opérations d'importation de biens et services. Rien n'a filtré sur le contenu de ces amendements qui seront proposés au vote aux députés aujourd'hui, puisque certaines ne sont pas conformes à la réglementation ou carrément à la législation en vigueur.

Les derniers intervenants étaient consacrés aux présidents des groupes parlementaires, qui avaient soulevé quelques questions et soutenus certains amendements.

Dans ses réponses aux députés, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, avant-hier, que les dispositions contenues dans le projet de loi de finances (PLF) 2023 viennent donner une nouvelle dynamique à l'économie nationale et consolider la politique sociale de l'Etat. M. Kassali a précisé que ce texte de loi se focalise sur le renforcement des mesures

décidées par le gouvernement en vue d'encourager l'investissement, la diversification de l'activité économique, la préservation des acquis sociaux, l'amélioration du pouvoir d'achat, la maîtrise de l'inflation et la récupération des équilibres financiers internes et le financement interne de l'économie tout en poursuivant la numérisation du secteur des finances et l'amélioration de la qualité du service public. Entre autres incitations fiscales à l'investissement, le ministre a cité les exonérations au profit des start-up et des incubateurs, l'exemption d'impôts et de taxes dans les opérations d'exportation effectuées par les personnes morales, l'institution d'un taux réduit de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) fixé à 10 % au profit des sociétés productrices qui acquièrent des matériels de production pour augmenter leurs capacités de l'auto-financement, la suppression de l'application de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) sur les entreprises de production et les professions libérales et l'introduction d'exonérations pour soutenir l'activité agricole.

S'agissant des critères pour l'inscription des projets d'investissement au profit des wilayas, le ministre a affirmé que les po-

sitions de projets doivent s'inscrire dans le cadre du Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) et la stratégie sectorielle mise en place tout en veillant aux spécificités territoriales de chaque wilaya.

Quant aux charges budgétaires, le ministre a affirmé que l'Etat se retirera graduellement du financement de certains projets commerciaux, et ce après l'entrée en vigueur de la loi relative au partenariat public-privé (PPP), relevant qu'il s'agissait «d'une démarche qui constitue une partie fondamentale de la réforme de la finance publique visant le retrait de l'Etat du financement des projets à caractère commercial au profit du secteur privé».

Concernant le volet social, il a rappelé que l'Etat poursuivra la subvention de la majorité des produits alimentaires de large consommation à l'instar de la semoule, de l'huile, du pain et du lait, de l'électricité, de l'eau, du gaz et de l'essence en vue de préserver le pouvoir d'achat du citoyen, ajoutant que la hausse de la valeur du dinar face à l'euro entraînera la baisse des prix des produits importés, ce qui devra freiner l'inflation dans le pays.

Le budget de l'exercice 2023 a été élaboré sur la base d'un prix référentiel prévi-

sionnel du baril de pétrole de 60 dollars, un «prix prudent» et au-dessous du prix prévisionnel variant entre 90 et 100 dollars le baril.

Par ailleurs, le ministre a évoqué les réformes opérées au niveau de l'administration des impôts, du budget et des douanes, faisant remarquer que son département avait mis en place un programme de formation qui concernera les autres secteurs avant la mise en service, en mars 2023, du système intégré de gestion budgétaire et comptable.

Pour rappel, la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, dimanche, une réunion consacrée à l'examen des amendements proposés au projet de Loi de finances (PLF) 2023.

Cette réunion présidée par, Lakhdar Salmi, président de la commission, s'est tenue en présence des deux vice-présidents de l'APN, Nacer Bettiche et Hani Ahcene, ainsi que des représentants du ministère des Finances».

Les travaux de la réunion ont porté sur l'examen des amendements proposés au PLF 2023, remplissant les conditions légales, avec les délégués de leurs auteurs.

Mohamed Kouini

Sortir de la dépendance économique, ce n'est pas gagné

Si les conditions du retour à la paix ne sont pas encore réunies entre la Russie et l'Ukraine, elles pourront toutefois intervenir à n'importe quel moment, au gré des évolutions militaires sur le terrain et des actions diplomatiques. Actuellement fortement emballé, le marché énergétique retournera inévitablement à la normale, c'est-à-dire vers le repli des prix ou leur effondrement total. Est-ce que l'Algérie est consciente de cela ? Oui et non. Avec la flambée des cours des hydrocarbures depuis presque deux années, le pays s'est constitué un matelas de devises qui lui a permis d'assurer les approvisionnements essentiels du pays et de lancer un certain nombre de formules d'encouragements de l'investissement. La «loi de finances 2023» n'impose pas de nouvelles taxes et impôts et maintient l'essentiel du soutien des prix aux produits et services de base. La population pourra donc souffler l'année prochaine et ne pas perturber le climat social. Mais les autorités – et celles du passé – n'ont toujours pas résolu le problème-clé de la dépendance quasi totale du pays à l'égard de la manne des hydrocarbures. L'argent du Trésor public est alimenté essentiellement par cette voie, alors qu'il devrait l'être, en une large partie par la

fiscalité ordinaire, c'est-à-dire par les impôts et taxes payés par les entreprises et les citoyens. Une nouvelle fois donc l'année à venir verra une baisse du taux de couvertures des dépenses de fonctionnement par la fiscalité ordinaire de près de la moitié, ce qui est énorme. Il faudra puiser pas moins de 6000 milliards de dinars dans la fiscalité pétrolière et les réserves en devises pour couvrir les dépenses prévues par la loi de finances 2023 qui, paradoxalement, au lieu de les diminuer ou les stabiliser augmente sensiblement les dépenses de fonctionnement des structures et des institutions de l'Etat ainsi que le soutien aux entreprises publiques en difficulté. En plus des importations des produits alimentaires de base dont les prix ont fortement augmenté sur les marchés mondiaux. Et si la fiscalité ordinaire est faible – elle l'a toujours été – c'est en raison de la faiblesse de l'outil de production nationale : il y a très peu d'entreprises en Algérie, publiques et privées, et celles qui existent sont en large partie déficitaires du fait de la mauvaise gestion, du sous-encadrement, des aléas du dinar et du poids de la bureaucratie. Le défi donc posé aux dirigeants d'aujourd'hui est de mettre à profit les quelques années ou mois encore de la manne gazière et pétrolière pour lancer ce qui n'a jamais existé

auparavant : une véritable économie productive. Mais il faut des conditions pour cela, essentiellement politiques. La population algérienne est pleine de vitalité et les immenses potentialités du territoire sont en mesure de faire gagner les défis du sous-développement pour peu que se mette en place une nouvelle gouvernance politique et économique et que soit valorisé le savoir dans toutes ses dimensions afin de réussir la transition numérique et énergétique et faire face aux aléas de plus en plus importants du dérèglement climatique. Avec son potentiel de jeunesse, le pays dispose d'un formidable atout. Et à l'évidence, le pari ne pourra être tenu que si se met en place dans le pays un consensus politique et social entre la sphère politique dirigeante et la société, c'est-à-dire une convergence de vues et d'intérêts entre tous les points de vue opposés et contradictoires, lorsqu'ils sont exprimés en toute légalité. La sphère politique dirigeante ne peut plus recourir au vieux réflexe d'imposer des décisions sans se soucier outre mesure des citoyens, des partis politiques et de la société civile. 2023 pourrait être l'année de la transition démocratique et beaucoup d'éléments y concourent. La balle est du côté des décideurs.

DANS UN RAPPORT PUBLIE HIER SUR L'ALGERIE

Le FMI évalue les forces et faiblesses de l'économie

Suite de la page 1

Concernant les prix des hydrocarbures et leur impact sur l'économie algérienne, le FMI estime que «la hausse des prix des hydrocarbures contribue à renforcer la reprise de l'économie algérienne suite au choc de la pandémie. Les recettes exceptionnelles provenant des hydrocarbures ont atténué les pressions sur les finances publiques et extérieures. En 2022, le solde des transactions courantes de la balance des paiements devrait afficher son premier excédent depuis 2013, et les réserves internationales ont augmenté à 53,5 milliards de dollars fin septembre contre 46,7 milliards de dollars fin 2021.

Il a notamment abordé le volet des exportations algériennes hors hydrocarbures en indiquant qu'une hausse significative des exportations hors hydrocarbures a également contribué à cette amélioration.

Quant aux perspectives de 2022, le FMI a indiqué dans son rapport qu'un excédent budgétaire est attendu en 2022 grâce à la hausse des recettes et à des dépenses moins élevées que prévu. La reprise économique suite au choc de la pandémie se poursuit. La croissance du PIB hors hydrocarbures devrait s'accélérer pour atteindre 3,2% en 2022, contre 2,1% en 2021. Les pertes de production dues au choc de la pandémie seront ainsi en grande partie résorbées, même si des séquelles durables sur le marché du travail et la croissance à moyen terme constituent toujours un risque. La croissance du PIB est projetée à 2,9% en 2022. Abordant le volet inflation, le Fonds Monétaire International a révélé que «comme dans de nombreux autres pays, l'inflation s'est considérablement accélérée et constitue une préoccupation majeure pour l'Algérie.

Le taux d'inflation annuel moyen s'est établi autour de 9,4% au cours des derniers mois, son niveau le plus élevé sur 25 ans. L'inflation sous-jacente est également en hausse. La Banque centrale a pris des mesures pour contrôler les pressions inflationnistes, mais la politique monétaire est restée accommodante.

«Les perspectives à court terme de l'économie algérienne sont favorables, mais sont largement tributaires des prix des hydrocarbures. Le solde des transactions courantes devrait être excé-

dentaire en 2023, grâce aux recettes élevées des hydrocarbures qui devraient contrebalancer la reprise des importations. La croissance devrait s'accélérer en 2023 et l'inflation devrait ralentir mais rester au-dessus de 8% en moyenne sur fond d'assouplissement de la politique budgétaire.»

«La mission estime que la persistance d'une forte dépendance à l'égard des recettes tirées des hydrocarbures et l'augmentation considérable des dépenses prévues en 2023 sont sources de risques importants pour les perspectives des finances publiques dans un contexte de forte volatilité des prix des matières premières et d'incertitude mondiale exceptionnelle. De l'avis de la mission, un ajustement budgétaire équilibré est nécessaire pour freiner les pressions inflationnistes, rétablir une marge de manœuvre pour les politiques économiques et stabiliser la dette publique. Un cadre budgétaire de moyen terme pourrait guider les efforts d'ajustement, réduire la procyclicité des politiques et protéger les dépenses prioritaires. Des mesures bien ciblées devraient être mises en œuvre tel que nécessaire pour soutenir les ménages à faible revenu.»

En termes de réformes budgétaires, «la mission salue les progrès réalisés en matière de réformes budgétaires, en particulier dans les domaines de la fiscalité et de la gestion des finances publiques. Elle recommande également une intégration plus étroite entre les plans de dépenses et la stratégie de financement de l'Etat dans le cadre du processus d'élaboration du budget, ainsi qu'une diversification des sources de financement pour permettre une mise en œuvre graduelle du rééquilibrage budgétaire.»

Par ailleurs, le FMI n'a pas manqué d'appeler à un resserrement de la politique monétaire : «En parallèle, un resserrement de la politique monétaire est nécessaire pour maîtriser l'inflation. Les risques d'enracinement d'une inflation élevée appellent à une normalisation progressive de la politique monétaire. La révision prochaine de la loi sur la monnaie et le crédit constitue une opportunité pour renforcer le cadre de gouvernance de la Banque d'Algérie et son indépendance. A cet égard, la mission salue l'engagement du gouvernement à ne pas recourir au financement monétaire.»

Le Fonds monétaire international a, également,



PHOTO : DR

mentionné l'efficacité du système bancaire algérien : «Le système bancaire a résisté aux chocs répétés de ces dernières années, mais sa santé financière mérite l'attention. Le resserrement des liens entre les bilans de l'Etat, des entreprises publiques et des banques publiques pourrait faire peser des risques sur la stabilité financière et la viabilité de la dette. Ceci requiert de vastes réformes du secteur financier afin de renforcer la gouvernance et les modèles économiques des banques publiques, améliorer les capacités de surveillance, catalyser la provision de prêts au secteur privé et favoriser l'inclusion financière. La mission salue l'arrivée à échéance des mesures d'assouplissement réglementaire prises au début de la pandémie.»

«La mission convie avec les autorités que la poursuite des efforts de réforme du climat des affaires contribuera à favoriser la transition vers un modèle de croissance plus inclusif et diversifié et à stimuler la création d'emplois. La nouvelle loi sur l'investissement et les décrets associés pourraient créer un environnement plus favorable à l'investissement privé. Le déploiement envisagé d'un nouveau cadre législatif pour l'investissement dans les énergies renouvelables pourrait également faciliter la transition vers une économie à faible émission de carbone. La

mission salue les mesures prévues par les autorités pour améliorer la qualité et la disponibilité des données statistiques et appelle à accorder la priorité aux actions dans ce domaine afin de mieux informer les politiques et les décisions du secteur privé.»

La mission du FMI diligentée en Algérie a indiqué avoir conclu son rapport suite à des entretiens avec plusieurs responsables et ministres algériens : «La mission a rencontré M. Taleb, gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Kessali, ministre des Finances, M. Arkab, ministre de l'Energie et des Mines, M. Henni, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Rakhroukh, ministre des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures de base, M. Rezig, ministre du Commerce et M. Zeghdar, ministre de l'Industrie. L'équipe s'est également entretenue avec d'autres hauts responsables du gouvernement et de la Banque centrale, des membres de la commission parlementaire des finances et du budget et des représentants des secteurs économique et financier.»

Enfin, le FMI a tenu à remercier les autorités algériennes pour leur coopération : «La mission tient à exprimer sa reconnaissance aux autorités et à ses autres interlocuteurs pour les échanges constructifs et leur accueil cordial.»

البرلماني السابق لخضر بن خلاف "الأرضية الرقمية والإدارية أساس لتطبيق الضريبة على الثروة"

ينفرد الجهاز التنفيذي بوضع الإجراءات وآليات تطبيقه على مستوى الإدارات، مشيراً إلى إمكانية تحديد التفاصيل عبر نصوص تطبيقية لاحقة، أي عبر التنظيم.

ويعتقد السياسي أنه لا مفر من إقامة هذه المنظومة الضريبية، سواء بالنسبة لأولئك الذين جمعوا ثروات طائلة بغير حق على حساب الشعب ولم يثبت بالدليل القاطع تورطهم، أو هؤلاء الذين جمعوا ثروتهم بطرق مشروعة بوسائلهم الخاصة، مشترطاً أن يتم وضع هذا التصور دون إحجاف.

وعاد بن خلاف إلى الماضي القريب، أين سنت الحكومة في زمن الوزير الأول عبد المالك سلال، هذه الضريبة، ثم تراجعت عنها أو عجزت عن تطبيقها لغياب الآليات والتصورات الإدارية الكفيلة بذلك، داعياً إلى ضرورة ضبط آليات مدروسة تمكن من تجسيد الفكرة تجسيدا عادلا وموضوعيا وغير محجف. وتابع المتحدث بالقول إن الكثير من المستثمرين والأثرياء أوجدتهم العصابة سابقا وتحصلوا على امتيازات واستفادوا من قروض، واستطاعوا تفادي الإجراءات التي كان مبرمجا منذ سنة 2016، مقديماً مثالا عن المادة 187 من قانون المالية السابق التي تتحدث عن تخصيص التحويلات الاجتماعية إلى مستحقيها، لتفادي الخلط بين الفقير والغني، وكي لا يظل صاحب مصنع الياغورت، مثلا، يشتري الحليب بنفس السعر الذي يشري به المواطن البسيط، يضيف المتحدث.

بالتالي، يستخلص بن خلاف إذا تم فرض هذه الضريبة من دون وضع أرضية دقيقة وعملية وبالإضافة إلى معايير دقيقة، فإنها ستضر البعض وتنفع البعض الآخر، وتضيع قيمة العدل وسط هذا الغموض، معرباً عن استغرابه من تعريف كانت تقدمه الدولة للفقير وهو أن الفقير من لا يملك بطاقة الشفاء، في حين يعلق البرلماني، أنه ثمة أثرياء لا يملكون بطاقات شفاء أصلا.

م. الفاتح عثمان

● بالرغم من أن وزير المالية، إبراهيم كسالي، خلال مناقشة قانون المالية 2023 الجاري بالمجلس الشعبي الوطني، تطرق إلى الضريبة على الثروة بشكل عابر وسريع، غير أن ثمة تساؤلات عديدة صاحبت وتحيط بالتصريح وتعلق بكيفيات وآليات تطبيق هذا الإجراء الجديد والفئة المعنية بها، وقدرة الحكومة والوزارة الوصية على تجديد الفكرة، بطريقة عادلة وموضوعية وغير محجفة.

هذه الضريبة التي سبق وأن أعلنت عنها حكومة الوزير الأول الأسبق، عبد المالك سلال، سنة 2016، ولم تمض لتطبيقها، يراها البرلماني السابق ورئيس مجلس الشورى لحزب العدالة والتنمية، لخضر بن خلاف، ضرورة من الناحية المبدئية ولا بد أن يسدها الأثرياء سواء جمعوا ثروتهم بطريقة غير مشروعة أو غير ذلك. غير أن النائب بدا متشائما وغير واثق في قدرة الحكومة من تطبيق هذه الفكرة، لغياب أرضية رقمية وإدارية تسمح بذلك، مشيراً إلى أننا أمام حكومة "لا تعرف فقرائها ولا أغنياءها ولا تعرف حتى عدد رؤوس ماشيتها، مثلما سبق وأن أشار رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون سابقاً".

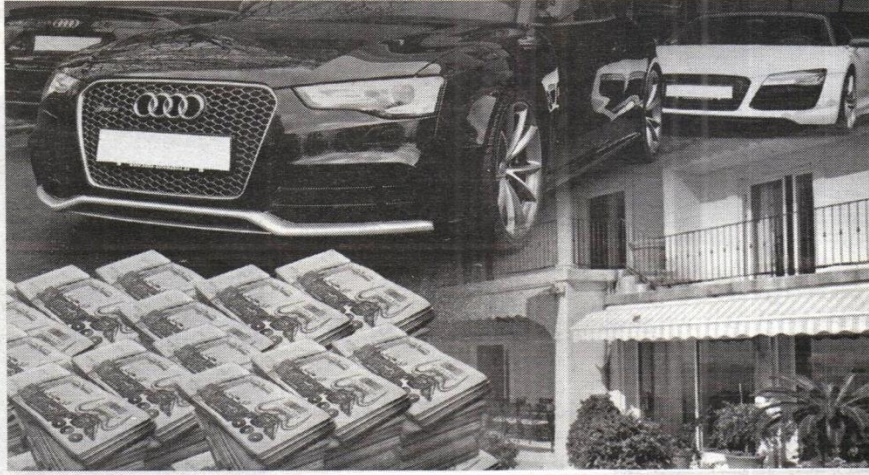
ويتوقع بن خلاف أن الحكومة تصطدم في بداية الطريق بعدة مشكلات إدارية ورقمية، أبرزها غياب أرضية رقمية على مستوى وزارة المالية وفروعها الضريبية، إلى جانب ضرورة وضع تعريف موضوعي ودقيق وعملي لمن هو الشخص الفقير ومن هو الغني في البلد، فضلا عن تحديد أدوات للتأكد من حقيقة ملكية الأشخاص غير المصرح بها.

وبالنسبة للآليات التي يمكن استعمالها لتحصيل هذه الضريبة والفئات المعنية بها، أفاد البرلماني المعارض السابق، في اتصال مع "الخبر"، أن نموذج تجسيد هذا المشروع الضريبي يفترض وضعه في قانون المالية الذي تتم مناقشته في المجلس الشعبي الوطني، كي لا

نواب ووزراء عرقلوا تفعيلها لسنوات

الضريبة على الثروة.. الملف الحاضر الغائب

عادت الحكومة لتفتح من جديد ملف الضريبة على أثرياء الجزائر، بإعلان وزير المالية جمال كسالي، أول أمس، أمام نواب البرلمان عزم السلطات العمومية إعادة تفعيلها وتطبيقها ابتداء من السنة المقبلة، من خلال تسليط الضوء على ممتلكات أثرياء الجزائر وإخضاعها للضرائب. يأتي هذا القرار في إطار إعادة النظر في سياسة التحصيل الجبائي بغية تحقيق العدالة الجبائية بين أثرياء الجزائر وفئات المجتمع من ذوي الدخل المحدود.



● تعمدت الحكومات المتعاقبة، طيلة العقود الماضية، إسقاط مقترح إدراج ضريبة على الثروة، مقابل الإبقاء على سلم ضريبي تم العمل به لحوالي عشرين سنة، والذي كان يعتمد بالدرجة الأولى على الموارد المالية المتأتية من اقتطاعات أجور العمال والتي فاقت آنذاك ما قيمته 800 مليار دينار سنويا، ليقرر رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، إعادة النظر في السلم الضريبي بإلغاء الضريبة على الدخل الإجمالي لشريحة الفئات من ذوي الأجر المتدنية الأقل من 30 ألف دينار. ورغم استحداثها منذ العديد من السنوات، إلا أنها بقيت حبيسة أدراج إدارة الضرائب، دون أن تجد لها سبيلا للتجسيد على أرض الواقع، حيث يعود مقترح اعتماد الضريبة على الثروة إلى سنة 2017، والذي تم إدراجه في مشروع قانون المالية لسنة 2018، المقترح الذي لم يصمد آنذاك طويلا في قبة البرلمان ليتم إسقاطه من مشروع قانون المالية لسنة 2018 ورفضه من طرف الأغلبية الساحقة للنواب.

.. تساؤلات

لكن تبقى التساؤلات مطروحة عن مدى جاهزية الإدارات العمومية للانطلاق في تحصيل جزء من أموال الأثرياء في ظل غياب سوق عقارات شفاف في الجزائر، وإجراءات رديئة تسهل من عملية إحصاء جميع ممتلكات الأثرياء من سيارات فخمة وأسهم في الشركات وإيداعات في البنوك وفيلات لم يتم تسوية وضعيتها القانونية لحاجة في نفس يعقوب، إلا أن عملية العسرة التي باشرت بها مصالح إدارة الضرائب من شأنها أن تساهم في توسيع الوعاء الضريبي وتنوع موارده يجعل الضريبة على الثروة موردا من الموارد المالية للخزينة العمومية.

وأكد خبراء في القطاع المالي في تصريح لـ"الخبر"، أن قيمة الضرائب التي كان يدفعها أثرياء الجزائر في شكل ضريبة على الممتلكات، لم تساهم في تحقيق العدالة الاجتماعية بين مختلف فئات المجتمع الجزائري، وهو ما يترجم مدى الهوة الشاسعة بين طبقتين من الجزائريين، الأولى تعيش الفنى الفاحش، أما الثانية فتعد من الفئة محدودة الدخل.

وكان مجلس المحاسبة في تقريره المتعلق بالتقييم الخاص لسنة 2020، اعترف بارتفاع قيمة الضرائب المفروضة على أجور الجزائريين الذين ساهموا بطريقة غير مباشرة في تعزيز موارد الخزينة العمومية من الضرائب، كما أكد تقرير مجلس المحاسبة أن بعض الضرائب لا زالت دون المستوى، مستدلا بالضريبة على الأرباح. ي. س

وحسب هؤلاء الخبراء، فإن قيمة الضرائب على الممتلكات المحصلة طيلة السنوات الماضية لا تعكس الثروات الطائلة التي جمعها بعض مليارديرات الجزائر ممن نهبوا أموال الخزينة العمومية، وقاموا بتهرب جزء كبير منها إلى

وكانت حجة حكومة الوزير الأول الأسبق، أحمد أويحيى، في تلك الفترة ولجنة المالية والميزانية للبرلمان، في إسقاط مقترح استحداث الضريبة على الثروة عدم جاهزية النظام الضريبي لضبط قائمة نهائية بأسماء أثرياء الجزائر الواجب إخضاعهم إلى هذه الضريبة وكيفية تعميم العمل بها، وأرجع قرار إسقاط الضريبة على الثروة خلال العشرة الماضية، إلى ضغوط دوائر نافذة في السلطة.

فرضها التحول السياسي في البلاد منذ 2020

غياب الرقمنة يؤجل فرض الضريبة على الثروة

ولم تجد النداءات التي دأبت مصالح الضرائب على توجيهها إلى أصحاب الثروات طريقها للتنفيذ للأسباب المذكورة سابقا رغم التحفيزات التي منحتها وتمديد آجال السداد. وفي إعلان لها صدر مثلا في ديسمبر 2020 دعت الإدارة الجبائية الأشخاص المعنويين إلى "اكتتاب تصريح بأملكهم مرة كل أربع سنوات في أجل لا يتجاوز 31 مارس لدى مفتشية الضرائب أو المركز الجوّاري للضرائب لموطنهم الجبائي (الإقامة الرئيسية)".

وتضمن قانون المالية 2023 تحيين التشريعات على أمل وضعها حيز التطبيق، مع توجه مواز لإصلاح نظام الدعم الاجتماعي وفرض عدالة ضريبية. ولهذا جاءت المادة 34 التي "تعديل وتتم أحكام المادة 21 من قانون الإجراءات الجبائية، وتنص على إطلاق تحقيقات لتحديد الخاضعين للضريبة، إذ يمكن لأعوان الإدارة الجبائية أن يشرعوا في التحقيق المعمق في الوضعية الجبائية الشاملة للأشخاص الطبيعيين الذين لديهم موطن جبائي في الجزائر، بالنسبة للضريبة على الدخل الإجمالي والضريبة على الثروة سواء لديهم التزامات متعلقة بهاتين الضريبتين أو لا".

وتضيف هذه المادة: "ويمكن كذلك أن يخضع لهذا التحقيق الأشخاص الذين ليس لديهم موطن جبائي في الجزائر، عندما يكون لديهم التزامات بعنوان نفس هاتين الضريبتين، وبمناسبة هذا التحقيق يقوم الأعوان المحققون بمراقبة التطابق بين المداخل المصرح بها والذمة والحالة المالية والعناصر المكونة لنمط البيت الجبائي، ولا يمكن القيام بتحقيق معمق في الوضعية الجبائية الشاملة لشخص طبيعي فيما يتعلق بالضريبة على الدخل والضريبة على الثروة دون إعلام".

جمال - ف

● ظهرت الضريبة على الثروة في التشريع الجزائري أول مرة في 1993 وركزت على اقتطاع رسوم على أصحاب الممتلكات العقارية والسيارات، وتعني بموجب أحكام المواد 274 إلى 281 مكرر 15 من قانون الضرائب المباشرة وغير المباشرة، الأشخاص الطبيعيين أصحاب الأملاك التي تفوق قيمتها 100.000.000 دج، سواء كانت إقامات رسمية أو ثانوية أو أراض مخصصة للبناء أو للنزهة والسيارات التي تفوق أسطوانتها 2000 سم مكعب والدراجات النارية بمحرك تفوق سعته 250 سم مكعب، واليخوت والطائرات الخاصة والخيول واللوحات والتحف الفنية التي تفوق قيمتها 500000 دج، والمجوهرات والأحجار الكريمة وفي 2006 تم تعديل هذه المادة.

وفي 2018 تم اعتماد أول مرة مصطلح الضريبة على الثروة وأثار ذلك قبولا شعبيا وسياسيا كبيرين، خصوصا أنها نصت على إخضاع الجزائريين أصحاب الممتلكات الموجودة في الخارج لها، إلى جانب ضريبة على السيارات الفخمة التي يعادل أو يفوق سعرها 1 مليار سنتيم إلى جانب اليخوت والطائرات الخاصة والخيول واللوحات والتحف الفنية والمجوهرات والأحجار الكريمة.

لكن هذا التشريع لم يجد طريقه للتطبيق وألغى الإجراء بحجة غياب نظام معلوماتي يتيح التحقق من التصريحات وقامت اللجنة المالية في البرلمان آنذاك بإسقاط المادة 12 من قانون المالية تحت ضغط جماعات المصالح والمال السياسي التي كانت تملك نفوذا واسعا في البرلمان. أعيد بحثها في فرضها مع التحول السياسي في البلاد، عبر قانون المالية 2020، معيدا إحياء نفس الأحكام السابقة المجمدة، لكن تجسيدها لا زال يصطدم بنفس المعوقات ومقاومة جماعات المصالح وتختلف المصالح المكلفة بجمعها.

فرض الضريبة على الثروة يصطدم بتحديات كبرى خبراء: نظام التصريح لا يضمن إحصاء القيمة الحقيقية للأموال

حصر ومعرفة أملاك الشخص الواحد في مختلف ولايات الوطن، ويصعب تحديد الولاية التي يستوجب دفع الضريبة فيها". ولفت المحلل إلى وجود أشخاص طبيعيين قصر لديهم أملاكاً باسمهم لم يحدد كيفية التعامل معهم، كما تساءل في السياق حول كيفية إحصاء أملاك المتعاملين في السوق السوداء ويؤكد المحلل أن التحدي الأساسي لفرض الضريبة على الثروة هو رقمنة قطاع الضرائب والأقلن يكون هناك عدل في تقييم أملاك المعنيين، حسب.

ويؤكد قانونيون أن فرض الضريبة على أملاك الأشخاص يستوجب وضع قانون عادل وشفاف وقابل للتنفيذ، وهو ما يقتضي ضبط مفهوم الثراء وسقفه، مع تحديد آليات الإحصاء الفعال والشفاف للثروة، خاصة مع وجود كتلة نقدية ضخمة خارج دائرة التداول الرسمي.

ويذكر أن عملية الضريبة على الثروة واجهت صعوبات كبيرة للتطبيق في الميدان رغم الجهود التي بذلتها الجزائر في السنوات الماضية وذلك بسبب حساسيتها وغياب الوسائل والميكانيزمات والإرادة السياسية، خاصة أن الخاضعين لها هم في غالب الأحيان أشخاص ذوو نفوذ وسلطة، إضافة إلى صعوبة تحديد قيمة الأملاك. **نسرين جعفر**

القانون مفعلاً بشكل كبير". وأضاف أن "هذه الضريبة تعتبر ضريبة تضامنية يدفعها أصحاب الثروة للمساهمة في تقسيم الأعباء الضريبية على المواطنين وبالتالي فإن معدلها ليس مرتفعاً وحد الخضوع هو 100.000.000 دج وهناك عدد كبير من المواطنين الذين تتجاوز أملاكهم الخاضعة للضريبة على الثروة هذا السقف". وقال المتحدث إن التحدي الأساسي لفرض الضريبة على الثروة هو "الرقمنة التي تسمح للدولة بإحصاء كل الأملاك والثروات لتحقيق العدالة الضريبية وإخضاع الجميع وكذلك طريقة حساب قيمة الأملاك لأنه لحد الآن فإن القانون يعتمد طريقة التصريح ونحن نعلم أن التصريح عادة يكون بعيداً عن القيمة الحقيقية للملك وبالتالي فإنه ينتظر من تفعيل هذه الضريبة توفير مداحيل معتبرة للخزينة العمومية".

وفي موقف مماثل، أشار الخبير الاقتصادي والطاقوي، عبد القادر سليمان، إلى عدة معوقات قد تواجه عملية فرض الضريبة وتساءل في السياق "هل قطاع الضرائب وهو المخول بحصر قائمة المعنيين بالضريبة من الأشخاص الطبيعيين، يعتمد على منظومة ضريبية رقمية؟"، وتابع "إن غياب وجود أرضية واضحة على المستوى الوطني يصعب

● تتجه الجزائر لتطبيق الضريبة على الثروة بداية من سنة 2023، على الأشخاص الطبيعيين ممن لديهم ممتلكات داخل الوطن وخارجه، على أن يعود ضبط قائمة الخاضعين لها إلى المكلفين بالرقابة والبحث عن المعلومة التابعين لمصالح الضرائب التي تجري تحقيقاً معمقاً في الوضعية الجنائية للأشخاص الطبيعيين المعنيين بها. ويرتقب أن تشمل ضريبة الثروة بداية من الفاتح جانفي 2023، وفق مشروع قانون المالية، أرباح الثروات أيضاً بالإضافة للممتلكات الثابتة، وسيتكفل محققون جبائيون بالبحث وتحديد هذه الثروات بالتنسيق مع الهيئات الرسمية، على غرار البنوك والمحافظات العقارية المكلفة بالتسجيل العقاري. وقال رئيس الجمعية الوطنية للمستشارين الجبائين الجزائريين، بوبكر سلامي، إن الضريبة على الثروة ضريبة قديمة جديدة فهي موجودة في قانون الضرائب المباشرة منذ زمان ولكن الجديد هو مراجعة ميكانيزمات تحديد القاعدة الخاضعة للضريبة، طريقة فرض الضريبة، سلم فرض الضريبة وغيرها من الإجراءات. وتابع موضحاً في اتصال مع "الخبر": "الضريبة حسب القانون السابق لم تكن واضحة بما يسمح للإدارة الجبائية من تطبيقها وبالتالي لم يكن

نائب رئيس لجنة المالية بن علي الطاهر لـ "الخبر" "الضريبة على الثروة لا تطبق على كل الأثرياء"

محددین ظهرت عليهم مظاهر الثراء الفاحش دون أن تكون لهم مبررات أو أنشطة مهنية أو شركات تتناسب مع وتبرر ثرواتهم.

وفي تقييمه للفكرة أو للإجراء، يرى البرلماني أن مشروع المادة جيد من الناحية المبدئية، غير أنه تحيط به مخاوف من حيث آليات ومعايير التطبيق والممارسة. وبخصوص الآليات، قال النائب بن علي إنها مسنودة إلى نصوص تطبيقية تسنها مصالح المديرية العامة للضرائب، تسمح لاحقاً بتحديد المواصفات التي على أساسها يمكن فتح تحقيقات.

وأوضح البرلماني أن نص المادة تحدث عن إمكانية وليس إلزامية، بمعنى أن ليس كل الأثرياء تفتح حولهم تحقيقات جبائية وتطبق عليهم الضريبة على الثروة.

م. ف. عثمانی

● ذكر نائب رئيس لجنة المالية بالمجلس الشعبي الوطني، بن علي الطاهر، أن الضريبة على الثروة التي ستشعر الحكومة في تطبيقها ابتداء من مطلع السنة المقبلة، انطلاقاً من قانون المالية، وفق وزير المالية، عبارة عن مادة في مشروع قانون المالية 2023 رقمها 34، تسمح لمصالح الضرائب بفتح تحقيقات بطريقة تلقائية حول كل من تظهر عليه علامات الثراء دون امتلاكه سجلات تجارية أو نشاطاً مهنياً واضحاً ومعروفاً، ومنها تطبيق ضريبة على الثروة عليه.

وأفاد النائب عن ولاية الوادي، في اتصال مع "الخبر" أمس، بأن المادة التي تتحدث عن الضريبة على الثروة ليست عبارة عن إجراء عام يطبق على كل الأثرياء وإنما جاء في صيغة إمكانية فتح تحقيقات جبائية من قبل مصالح الضرائب حول أشخاص

الرئيس يأمر برقمنة الممتلكات واحصاء المقومات المالية والمادية

● في شهر أكتوبر 2022، شدد الرئيس عبد المجيد تبون في توجيهاته للحكومة، خلال ترؤسه اجتماعا استثنائيا لمجلس الوزراء، خصص لمشروع قانون المالية 2023 على "مواصلة عصرنه ورقمنه كل القطاعات، حتى تكون مؤشرات التسيير والتجهيز دقيقة تتجاوب والتنمية الوطنية". وأسدى الرئيس أيضا توجيهات "لرقمنة شاملة لكل القطاعات سنة 2023 وإيلاء الأهمية، للإسراع في رقمنة القطاع الضريبي والممتلكات الخاصة بالأفراد، في كل المجالات لإحصاء الثروة، بدل سياسة ضريبية تستهدف صغار الموظفين والعمال فقط". كما أمر الرئيس بـ"مباشرة عملية إحصائية دقيقة للمقومات المالية والمادية، بكل أشكالها في السوق الموازية. مع إطلاق مخطط وطني لتسجيل كل العمليات التجارية، ضمن شبكة إلكترونية للمعطيات والبيانات لدى القطاع الضريبي".

ح. أحمد

تجعل أسعارها في متناول المواطن

تخفيض رسوم جمركية السيارات الأقل من 3 سنوات

« لجنة المالية تقبل 12 تعديلا وترفض 20 آخر

اعتمدت لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، في تقريرها التكميلي لمشروع قانون المالية 2023 المقرر إحالة مواده على التصويت، اليوم، تخفيضات على الرسوم والحقوق الجمالية الخاصة باستيراد السيارات الأقل من 3 سنوات، التي تشتغل بالبنزين والغاز المميع، حيث تصل هذه التخفيضات إلى 50 بالمائة، بالنسبة للمركبات التي تصل أو تقل سعة أسطوانتها عن 1,8 لتر، و20 بالمائة فقط كلتي تفوق سعتها الـ 2 لتر، ما سيجعل أسعار السيارات في متناول شرائح واسعة من المواطنين.

شريفة عابد



بتكفل الدولة بنقل جثامين أفراد الجالية، مبررة ذلك بأن أفراد الجالية لم يلتزموا بدفع قيمة التأمين المقررة بـ 25 أورو.

كما رفضت اللجنة، كذلك، مقترحا يخص الرفع من الرسوم على تمرير الكحول، تقدم به نائب عن حركة البناء الوطني، تقديرا منها أنه سيساهم في انتعاش السوق الموازية، حسب نائب اللجنة بن علي الطاهر. وتم حذف كلمة الجنوب من المادة 56 التي تحدثت عن السيارات رباعية الدفع المحجوزة بالجنوب في إطار مكافحة التهريب والإرهاب الموجهة لوزارة الدفاع الوطني.

كما رفضت اللجنة تعديلا يتعلق بمراجعة رسم التضامن، على واردات السلع برفع نسبته من 2 بالمائة إلى 4 بالمائة، الوارد في المادة 59 والمقترح من الحكومة لتمويل صندوق التقاعد، تقديرا منها أنه سيؤثر على القدرة الشرائية للمواطن بالنسبة لأسعار السلع المستوردة.

وتم اعتماد تعديل خاص بالرسم العقاري الخاص برفع القمامة ومخلفات البناء، حيث كان التحصيل لدى أمين الخزينة التابع للبلدية، وتم تحويل تحصيله لكتاب قباضة الضرائب، حيث اعتبرت اللجنة أن تكليف قباضة الضرائب سيسهل عملية تحصيله بحكم قوة المتابعة التي تتمتع بها، ومن المنتظر أن يحال التعديل على التصويت بالقاعة.

السيارات، الذي أعدته الحكومة ولم يتحدث عن استيراد سيارات الديازال.

وتوقع النائب أن تساهم التعديلات، الواردة في التقرير التكميلي، والمنتظر التصويت عليها في الجلسة العتية اليوم، في توفير سيارات بسعر يكون في متناول المواطنين ويتوافق وقدرتهم الشرائية، لاسيما للفئات من ذوي الدخل المتوسط واليسيط.

وأشار المصدر إلى أن مناقشة التخفيضات على الحقوق والرسوم المتعلقة باستيراد السيارات تمت بين أعضاء اللجنة وإطارات كل من المديرية العامة للخزينة العمومية، الإدارة العامة للضرائب والمديرية العامة للميزانية وكذا الإدارة العامة للجمارك، حرصا على أثر التعديلات على التوازنات المالية.

وينتظر أن تزكى هذه التخفيضات في جلسة التصويت، كونها كانت مطلبيا لأغلب النواب.

مقابل هذا، تمت إضافة "مادة جديدة"، تقدم بها النائب عن الجالية، تقضي برفع قيمة الأموال المرخص بإدخالها للمغتربين من ألف أورو إلى 7500 أورو. وكانت اللجنة قد بتررت رفضها للمقترح بأن السماح برفع قيمة مبلغ العملة الصعبة المرخص بإدخالها بتمويل السوق الموازية للعملة الصعبة "السكرور"، غير أن المقترح سينزل للقاعة للفصل فيه.

في المقابل، رفضت اللجنة إضافة مادة جديدة تتعلق

أكد نائب رئيس لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، السيد الطاهر بن علي "المساء"، أن اللجنة حرصت، في دراستها للتعديلات المدرجة على المادة 66 الخاصة باستيراد السيارات السياحية التي يقل عمرها عن 3 سنوات من أجل طرحها للاستهلاك والمستوردة من طرف الأفراد المقيمين مرة كل 3 سنوات، والموجهة للاستعمال الخاص وحساب عملتهم الخاصة، التوافق بالنسبة للتعديلات التي تقضي بتخفيض 50 بالمائة من إجمالي الرسوم والحقوق الخاصة المطبقة التي تشمل الحقوق الجمركية، الرسم على القيمة المضافة والرسم على التضامن والرسم على الاستهلاك الداخلي، وهذا لفئة السيارات ذات محرك بنزين بمكسب وإيقاف شرارة بنزين أو هجين (بنزين وكهرباء)، بسعة أسطوانة أقل أو تساوي 1800 سنتيمتر مكعب.

واعتمدت اللجنة، حسب المصدر، التخفيض بـ 20 بالمائة للسيارات التي تفوق سعة أسطوانتها الـ 1800 سنتيمتر مكعب، إلى 2 هما أكثر، وهي السيارات الفاخرة، حيث يسدّد أصحابها 80 بالمائة من القيمة الإجمالية للرسوم والحقوق.

ورفضت اللجنة التعديلات الخاصة باستيراد سيارات الديازال في إطار تمسكها بالتوجيه العام للحكومة والتزاماتها الخاصة بحماية البيئة من التلوث، وتماشيا مع دهر الشروط الجديد الخاص باستيراد

النواب يصوتون اليوم على مشروع قانون المالية 2023 سيارات مستوردة في متناول ذوي الدخل المتوسط ■ رفض 14 تعديلا لعدم استيفائها الشروط القانونية

يصوت، اليوم، نواب المجلس الشعبي الوطني، على مشروع قانون المالية لسنة 2023، الذي حمل 46 تعديلا، رفض مكتب المجلس 14 منها لعدم استيفائها الشروط القانونية. كما لم يتمكن النواب من تمرير تعديلهم الخاص باستيراد السيارات المستعملة الأقل من خمس سنوات، بدلا من ثلاث سنوات، مع تحديد الاستفادة بمرة واحدة كل خمس سنوات. والإعفاء من الرسوم الجمركية، حيث قرر مكتب المجلس رفض تمديد سن السيارات المستعملة إلى خمس سنوات، بالعبء المالي الذي يتجاوز قدرات خزينة الدولة.



هيام لعيون

من أبرز التعديلات التي تضمنها التقرير التكميلي للجنة المالية، حول مشروع قانون المالية 2023، والتي ستعرض للتصويت في جلسة اليوم الثلاثاء، توسيع استيراد السيارات الأقل من ثلاث سنوات لتشمل الأشخاص غير المقيمين بالجزائر من أبناء الجالية في الخارج. حيث جاء في نص المادة 66 «يرخص بجمركة السيارات السياحية التي تقل عن ثلاث سنوات، من أجل طرحها للاستهلاك والمستوردة من طرف الأفراد المقيمين، مرة كل ثلاث سنوات، والموجهة لاستعمالهم الخاص وعلى حساب عملتهم الخاصة، تتم جمركة هذه السيارات مع دفع الحقوق والرسوم المستحقة بموجب القانون العام».

وأوضح عضو لجنة المالية بالبرلمان كروود محمود لـ «السَّعْبُ»، أنه تمت الموافقة على تخفيض الرسوم الجمركية للسيارات التي تفوق سعة أسطوانتها 1800 سم³، إلى 20٪ بدلا من 30٪ كما جاء في نص المادة 66، وهذا تماشيا مع نص المادة التي أكدت أن التعديلات تهدف إلى تمكين المواطنين المقيمين ذوي الدخل المتوسط من استيراد سيارة بأسعار في متناولهم.

فيما أكد محدثا أن التعديل الذي تمت الموافقة عليه داخل لجنة المالية، أبقى على الرسوم الخاصة بباقي الفئات، يتعلق الأمر بالنسبة للسيارات الكهربائية، مع تخفيض 80٪ من مبلغ الحقوق والرسوم. أما السيارات

الجمارك من منح أصحاب البضائع المتواجدة في المستودعات الجمركية، التي تجاوزت آجال استيفاء إجراءات الجمركة من رفع اليد على بضائعهم، بناء على طلبهم، مع مراعاة بعض الشروط، إعفاء استيراد البضائع في إطار المقايضة الحدودية من الرسم الإضافي المؤقت الوقائي، وكذا الواردات الخاضعة المنصوص عليها في الاتفاقيات أو اتفاقات التجارة التفضيلية، وتكفل الخزينة العمومية بمعدل الفائدة إلى 100٪ وبمعدل الفائدة المخفض في إطار إنجاز شطر إضافي بصيغة البيع بالإيجار، الترخيص بجمركة خطوط ومعدات الإنتاج المستعملة، قصد وضعها للاستهلاك، وكذا المعدات والعتاد الفلاحي الذي يقل عمره عن خمس (5) سنوات.

ذات المحرك بمكبس وإيقاد شرارة (بنزين) أو هجين (بنزين وكهرباء)، التي لا تفوق سعة أسطوانتها 1800 سم³، مع تخفيض 50٪ من مبلغ هذه الحقوق والرسوم.

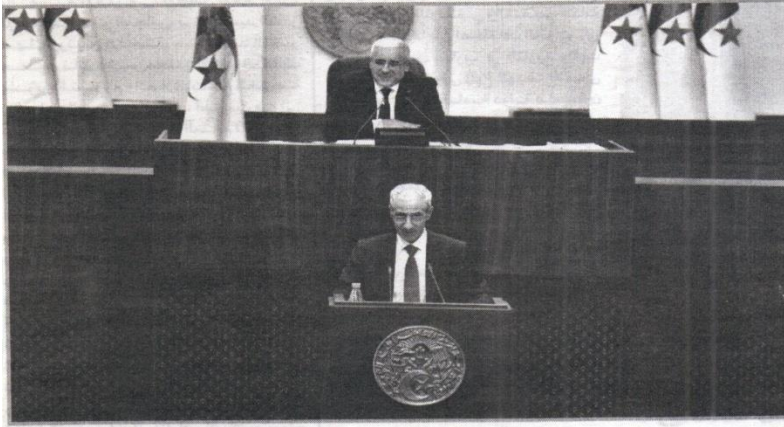
وكانت لجنة المالية بالفرقة الثانية للبرلمان، قد أدرجت عدة تعديلات على مشروع قانون المالية لسنة 2023، خاصة ما تعلق بالمواد المتعلقة بالجباية والاستثمار، مع الدعوة إلى إرساء نظام معلومات أكثر شفافية ومصداقية على مستوى المصالح العمومية والتنسيق أكثر بين مختلف القطاعات في مجال تسيير المالية العمومية.

كما تضمن التقرير التمهيدي حول مشروع قانون المالية 2023، 9 تعديلات على النص التشريعي لإثراء أحكام هذا النص، خاصة في الجانبين الاقتصادي والاجتماعي وهذا ضمن مجموعة من التدابير، منها تمكين إدارة

حمل الكثير من التحفيزات الجبائية... كسالي:

تدابير قانون المالية 2023 ستعطي ديناميكية للاقتصاد الوطني

أكد وزير المالية ابراهيم جمال كسالي، مساء أول أمس أن التدابير التي جاء بها مشروع قانون المالية لسنة 2023 ستعطي ديناميكية جديدة للاقتصاد الوطني وتعزز جهود الدولة في مجال السياسة الاجتماعية.



عبد الرؤوف / ح

وفي جلسة علنية بالمجلس الشعبي الوطني خصصت للرد على تساؤلات النواب بخصوص مشروع قانون المالية لسنة 2023، أوضح كسالي أنه تم التركيز في هذا النص على تعزيز الإجراءات التي أقرتها الحكومة من أجل ضمان تشجيع ودعم الاستثمار لتتبع النشاط الاقتصادي، الحفاظ على المكاسب الاجتماعية وتحسين القدرة الشرائية واحتواء التضخم، واسترجاع التوازنات المالية الداخلية والتمويل الداخلي للاقتصاد، مع مواصلة رقمنة قطاع المالية وتحسين نوعية الخدمة العمومية.

وفي هذا الإطار، أبرز الوزير أهمية التحفيزات الجبائية الموجهة للاستثمار، وعلى رأسها الإعفاءات لفائدة المؤسسات الناشئة والحاضنات، وإعفاء عمليات التصدير التي يقوم بها الأشخاص الطبيعيين من كل الضرائب والرسوم، وتأسيس نسبة مخفضة للضريبة على أرباح الشركات بمعدل 10 بالمائة لفائدة الشركات المنتجة التي تقوم باقتناء معدات الإنتاج لزيادة قدراتها في التمويل الذاتي، وإلغاء تطبيق الرسم على النشاط المهني على مؤسسات الإنتاج والمهن الحرة، وإدراج إعفاءات لدعم النشاط الفلاحي.

ويخصص المعايير المعتمدة لتسجيل المشاريع الاستثمارية لفائدة الولايات، أكد الوزير بأنه يجب أن تدرج اقتراحات المشاريع في إطار المخطط الوطني لهيئة الإقليم والاستراتيجية القطاعية المنتهجة مع السهر على التناسق مع الأولويات الإقليمية التي تميز كل ولاية. وأضاف أن هذه الاقتراحات مرهونة بملف التضج، لافتا إلى أن "الأولوية تبقى ممنوحة لاستكمال البرنامج الجاري إنجازه وكذا ترقية الإمكانات المتاحة".

وبالنسبة للأعباء الميزانية، أكد كسالي أن الدولة ستستحسب تدريجيا من تمويل بعض المشاريع التجارية وهذا مع دخول القانون المتعلق بالشراكة العمومية الخاصة حيز التنفيذ، مشيرا إلى أن الأمر يتعلق بمسعى يعد "جزءا أساسيا من إصلاح المالية العمومية والذي يهدف إلى انسحاب الدولة من المشاريع ذات الطابع التجاري لصالح القطاع الخاص".

موارد صندوق ضبط الإيرادات

ستبلغ 2300 مليار دج بنهاية 2022

وفي الشق الاجتماعي، نكر بأن الدولة ستواصل دعم أغلب المنتجات الغذائية الأساسية كالسميد، الزيت، الخبز والحليب إضافة للكهرباء، الماء، الغاز والبنزين من أجل الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن. مضيفا أن ارتفاع قيمة الدينار مقابل اليورو سيؤدي إلى انخفاض أسعار المنتجات المستوردة، الأمر الذي من شأنه أن يساهم في كبح

التضخم في البلاد، ولدى تطرفه إلى كيفية تمويل العجز المتوقع في 2023، استبعد الوزير اللجوء إلى التمويل الخارجي حيث سيتم الاعتماد على التمويل الداخلي من خلال العودة للسوق المالية، فضلا عن إمكانية تعبئة موارد مالية ضخمة باللجوء إلى إجراءات وأردة في برنامج الحكومة، بإمكانها أن تخفف الضغط على ميزانية الدولة بتطوير أدوات التمويل البنكي، كما أوضح أن ميزانية سنة 2023 قدرت على أساس سعر نفط مرجحي 60 دولارا للبرميل وهو "سعر حذر" وأقل بكثير من سعر السوق الذي من المتوقع أن يتراوح بين 90 و100 دولار للبرميل.

وعليه، فسيتم تمويل العجز لسنة 2023 باللجوء إلى استغلال موارد صندوق ضبط الإيرادات المتاحة في نهاية سنة 2022 والمتوقع بلوغها قيمة 2300 مليار دج ومن الفوائض المتوقع تحقيقها من الجبائية البترولية في 2023 ومن التمويل عن طريق سوق قيم الخزينة.

تمويلات البنوك العمومية للاقتصاد

تجاوزت 10 آلاف مليار دج

ويخصص فتح بنوك جزائرية في في الخارج، أكد الوزير وجود مشروعين قيد التنفيد، ويتعلق الأمر بإنشاء "بنك الجزائر الخارجي الدولي" في فرنسا مع الانتشار التدريجي في المدن التي تمتاز بكثافة مرتفعة للجالية الجزائرية، إلى جانب إنشاء بنكين في إهريقيا (بنك في السنغال وبنك في موريتانيا) من قبل أربعة بنوك عمومية وهي البنك الوطني الجزائري، القرض الشعبي الجزائري، بنك الجزائر

الخارجي، بنك الفلاحة والتنمية الريفية. ووفقا للوزير، "ستقوم هذه البنوك بعد إتمام إجراءات تواجدها في هذه البلدان، بمرافقة المتعاملين الاقتصاديين الجزائريين الراغبين في الاستثمار في الخارج عن طريق تمويل استثماراتهم، وكذا تقديم مختلف المعاملات البنكية والاستشارات في المجال المالي والاقتصادي".

وبشأن تمويل الاقتصاد الوطني، كشف السيد كسالي أن البنوك "العمومية" تقوم بتمويل كل احتياجات القطاع الاقتصادي العمومي بما في ذلك المشاريع الهيكلية الكبرى، والتي تحتاج إلى مبالغ ضخمة، وأكثر من 70 بالمائة من احتياجات القطاع الخاص.

وأضاف أن التمويلات الممنوحة للاقتصاد من طرف البنوك العمومية في سنة 2021 سجلت مبلغا تراكميا قدر به 10424 مليار دج بدون احتساب مبلغ عملية إعادة شراء الخزينة العمومية للقرض المشتركة.

من جانب آخر، توقف وزير المالية عند الإصلاحات التي تمررها إدارة الضرائب والميزانية والجمارك، موضعا بهذا الشأن أن وزارة المالية باشرت برنامج تكوين تدريجي سيتم تعميمه على كل القطاعات قبل وضع النظام المدمج للتسيير الميزانياتي والمحاسبي حيز الاستغلال والمقرر في مارس 2023.

وأضاف أنه تم تكوين 400 مكون يمثلون جميع الوزارات والمؤسسات العمومية والذين سيكلفون بتكوين جميع الفاعلين في ميزانية الدولة ويتراوح عددهم ما بين 6000 و10000 موظف.

في المدى القريب

صندوق النقد الدولي يؤكد تحسن آفاق الاقتصاد الجزائري

المالي، والحد من مسابرة السياسات لتقلبات الدورة الاقتصادية، وحماية الإنفاق ذي الأولوية. ويتبني تطبيق تدابير موجهة لدعم الأسر ذات الدخل المنخفض.

كما رحبت البعثة بالتقدم المحقق على صعيد إصلاحات المالية، ولا سيما في مجالي الضرائب وإدارة المالية العامة. وأوصت بمزيد من التكامل بين خطط الإنفاق واستراتيجية التمويل الحكومية في إطار عملية إعداد الميزانية، كما بتنوع مصادر التمويل للسماح بتنفيذ الضبط المالي تدريجيا. وبالتوازي مع ذلك، أوصت البعثة بضرورة تشديد السياسة النقدية للسيطرة على التضخم. فبرأي البعثة، تدعو مخاطر ترسخ معدل تضخم مرتفع إلى ذلك. تعد المراجعة المرتقبة لقانون النقد والقروض فرصة مناسبة لتقوية إطار حوكمة بنك الجزائر المركزي وتعزيز استقلالته. وفي هذا الصدد، ترحب البعثة بالتزام الحكومة بعدم اللجوء إلى التمويل النقدي.

كما أكدت البعثة اتفاقها مع السلطات في أن استمرار الجهود لإصلاح مناخ الأعمال قد تساعد على الانتقال إلى نموذج للنمو أكثر شمولاً وتنوعاً وتحفيز خلق الوظائف. ومن شأن قانون الاستثمار الجديد والمراسيم المصاحبة له أن تتيح بيئة أكثر ملائمة للاستثمار الخاص، بينما يمكن للخطط الرامية إلى خلق إطار تشريعي جديد للاستثمار في الطاقة المتجددة أن تؤدي أيضاً إلى المساهمة في الانتقال إلى نموذج إقتصادي يسمح بتخفيض إستعمال الكربون. وتشيد البعثة بخطط السلطات لتحسين جودة البيانات الإحصائية وتوافرها وتدعو إلى إعطاء أولوية للإجراءات في هذا المجال من أجل إتاحة معلومات أفضل لإرشاد السياسات وقرارات القطاع الخاص.

م.خ

أسواق العمل وعلى النمو لا يزال يشكل خطراً في المدى المتوسط. ومن المتوقع أن يبلغ نمو إجمالي الناتج المحلي 2.9 بالمائة في 2023. وأضاف البيان "وكما هو الحال في العديد من البلدان الأخرى، تسارعت وتيرة التضخم إلى حد كبير وهو مصدر قلق كبير. فقد بلغ معدل التضخم السنوي المتوسط حوالي 9.4 بالمائة في الأشهر الأخيرة، وهو مستوى لم يسجل على مدار 25 عاماً. وقد اتخذ البنك المركزي إجراءات للسيطرة على التضخم، ولكن السياسة النقدية ما تزال تيسيرية". وأشار صندوق النقد الدولي إلى أن آفاق الاقتصاد الجزائري تبدو جيدة على المدى القريب، لكنها تعتمد إلى حد كبير على أسعار المحروقات. ومن المتوقع أن يحقق الحساب الجاري فائضاً طفيفاً في عام 2023 حيث أن ارتفاع عائدات النفط والغاز سيخفف الانتعاش في الواردات. ومن المتوقع أن يتسارع النمو وأن يتباطأ متوسط التضخم لكنه سيظل أعلى من 8 بالمائة وسط تيسير سياسة المالية العامة.

وترى البعثة أن استمرار الاعتماد الكبير على إيرادات المحروقات والزيادة الكبيرة في الإنفاق العام، المتوقع لعام 2023 يؤديان إلى مخاطر ملحوظة على المالية العامة وسط تقلب أسعار المواد الأولية، ودرجة استثنائية من عدم اليقين على مستوى العالم. وفي هذا السياق، ترى البعثة، أن هناك حاجة للعمل على تقويم أوضاع المالية العامة بشكل متوازن للحد من الضغوط التضخمية، وإعادة بناء الحيز المتاحة أمام السياسات الاقتصادية، وتحقيق الاستقرار في مستوى الدين الحكومي. ويمكن أن يؤدي وضع إطار مالي متوسط الأمد إلى توفير الإرشاد اللازم لجهود الضبط

أكد صندوق النقد الدولي، أمس الإثنين، أن أسعار الطاقة حسنت بشكل ملموس وضع الجزائر بعد أزمة كوفيد19، على الأمد القريب لكن ثمة حاجة إلى إعادة التوازن لوضع المالية العامة على المسار الصحيح.

واستكملت بعثة من صندوق النقد الدولي تقودها جنيفييف فيردييه بزيارة إلى الجزائر العاصمة بين 6 و-21 نوفمبر، مشاورات المادة الرابعة مع السلطات الجزائرية. وفي ختام البعثة، قال فيردييه في بيان ختامي لزيارتها، إن ارتفاع أسعار المحروقات يساعد على تعزيز تعافي الاقتصاد الجزائري بعد صدمة جائحة كوفيد-19. وقد أدت الإيرادات الاستثنائية للمحروقات إلى تخفيف الضغوط على الحساب الجاري لميزان المدفوعات والمالية العامة.

إلى ذلك توقعت فيردييه أن يسجل رصيد الحساب الجاري في 2022 أول فائض له منذ 2013، وقد ارتفعت الاحتياطات الدولية إلى 53.5 مليار دولار أمريكي مقارنة مع 46.7 مليار دولار أمريكي في نهاية عام 2021. كما ساهمت الزيادة الكبيرة في الصادرات خارج المحروقات في هذا التحسن. ومن المتوقع تحقيق فائض في حساب المالية العامة في عام 2022 بفضل ارتفاع الإيرادات وانخفاض الإنفاق مقارنة بالتوقعات.

ومن المتوقع أيضاً -حسب ذات المصدر- أن يستمر التعافي من صدمة جائحة كوفيد، مع تسارع نمو إجمالي الناتج المحلي خارج المحروقات إلى 3.2 بالمائة في عام 2022، مقارنة مع 2.1 بالمائة في عام 2021. وسيمثل ذلك تعافياً للإنتاج المحلي من معظم الخسائر الناتجة عن صدمة الجائحة، على الرغم من أن استمرار آثار صدمة الجائحة على



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger